

Lutte « fratricide » en Turquie : Erdoğan versus Doğan

mercredi 24 septembre 2008, par [Jean Marcou](#)

Lors d'une conférence de presse, le dimanche 7 septembre 2008, Recep Tayyip Erdoğan a violemment réagi aux attaques dont il est l'objet, dans les organes de presse du groupe Doğan, qui depuis une dizaine de jours évoquent sans ménagement son implication et celle de son parti, dans une affaire de corruption. Cette affaire concerne, en réalité, une association turque caritative « Deniz Feneri » (Le Phare), qui est actuellement sous le coup d'une procédure judiciaire, en Allemagne, en raison du manque de transparence de ses circuits de financement. Elle touche ainsi le sujet particulièrement sensible des associations musulmanes d'entraide, dont certaines sont suspectées par les pays occidentaux de servir d'agences de financement à des organisations islamistes. La comptabilité de l'association révélerait de troublantes évaporations de capitaux. Elle ferait état, par exemple, selon la presse, de l'achat de 140 tonnes de macaroni, devant être distribuées à Istanbul, qui ne seraient jamais arrivées à bon port. Mais surtout, une instance semi-officielle dépendant du gouvernement turc, aurait été l'un des relais d'acheminement des fonds de « Deniz Feneri », en Turquie, ce qui explique la mise en cause du premier ministre.

Pour balayer ces critiques, Recep Tayyip Erdoğan a expliqué qu'il s'agissait d'une campagne de calomnies, ourdie contre lui par Aydın Doğan, lui-même, depuis qu'il a refusé à ce dernier de faire pression sur le maire AKP d'Istanbul, pour obtenir une modification des plans d'urbanisme de la ville. Cette modification du zonage urbain aurait été destinée à faciliter la conduite d'une opération de promotion immobilière sur le site de l'hôtel Hilton, dont le Groupe de presse a fait l'acquisition. Le même jour, Aydın Doğan a répondu qu'il avait bien rencontré Tayyip Erdoğan, mais pour parler de la construction d'une raffinerie à Ceyhan (port du Sud-Est de la Turquie, situé au point d'arrivée du nouveau pipeline BTC, venant d'Azərbayjan) que son groupe envisageait, mais que le premier ministre lui aurait dit vouloir confier au groupe Çelik.

La polémique s'est intensifiée, depuis le début de la semaine, et fait la une de la presse quotidienne. Tandis que les journaux liés au groupe Doğan (Posta, Hürriyet, Milliyet...) essayent de prouver les liens existant entre « Deniz Feneri » et l'AKP, ceux considérés comme favorables au gouvernement (Zaman, Yeni Şafak...) insistent sur de précédentes « affaires », auxquelles le groupe Doğan a été mêlé pour démontrer la fâcheuse habitude de ce dernier de recourir au chantage. L'affaire a pris, en outre, un tour politique important. Le leader du CHP, Deniz Baykal, a apporté son soutien au groupe Doğan, en accusant le premier ministre de vouloir attenter à la liberté de la presse, tandis que le leader du MHP, Devlet Bahçeli, s'en prenait également au gouvernement. Évoquant la montée « d'une terreur médiatique », le vice-président de l'AKP, Dengir Mir Mehmet Fırat, pour sa part, a répondu que le parti majoritaire ne succomberait pas au chantage du groupe Doğan et révéla une autre affaire. Pour acquiescer récemment le quotidien Vatan, le groupe aurait exercé des pressions sur le président de la commission de contrôle des marchés, en le menaçant de publier un dossier concernant « Canal 7 », une chaîne de télévision pro-gouvernementale, qui est aussi suspectée d'avoir bénéficié des fonds de « Deniz Feneri ».

Alors même que la confrontation entre le gouvernement et le camp laïque a connu une accalmie pendant l'été, lorsque la Cour constitutionnelle a renoncé à dissoudre l'AKP (notre édition du 1^{er} août 2008), la tension est remontée depuis que le nouveau chef d'État major, très offensif depuis son intronisation à la fin du mois d'août (notre édition du 3 septembre 2008), a envoyé l'un de ses généraux rendre visite à deux militaires à la retraite, incarcérés dans le cadre de l'affaire « Ergenekon » (notre édition du 9 septembre 2008). Cette visite est intervenue au moment où, par ailleurs, Zekerya Öz, le procureur instruisant cette affaire, a été menacé d'une inculpation pouvant avoir pour effet de le dessaisir du dossier, et que certains

commentateurs commençaient à craindre, en l'occurrence, le renouvellement du scénario de l'affaire de Şemdinli. Rappelons qu'en 2005, cette autre affaire avait concerné un attentat (attribué à l'Etat profond) dans la localité de Şemdinli (sud-est, département d'Hakkari), contre une librairie. Peu après que le nom de l'ancien chef d'état major, Yaşar Büyükanıt (qui alors n'était pas encore à la tête des armées turques) ait été évoqué, elle avait vu un dessaisissement de son procureur. Le ministre de la justice vient finalement d'écarter une telle hypothèse en disant que, dans la conduite de l'enquête « Ergenekon », le procureur Öz n'avait pas outrepassé les droits et les devoirs de sa charge.

Après les affrontements très politiques motivés par les élections de l'année dernière et les développements très juridico-constitutionnels provoqués par la réforme du port du foulard à l'université et par la procédure d'interdiction instruite contre l'AKP, au premier semestre de l'année 2008, la crise politique turque semble, ces jours-ci, entrer dans une nouvelle phase médiatico-judiciaire, basée sur le déballage de malversations, de corruptions, de manipulations et de chantages divers auxquels les deux camps se seraient livrés. Ce qui frappe, à l'aune de cette nouvelle ère, c'est la violence particulière des attaques et leur caractère très personnel. De surcroît, la dimension socio-économique de la crise apparaît plus nettement que précédemment, montrant une confrontation entre le grand patronat, ses trusts et ses élites laïques, d'une part, et les nouveaux intérêts financiers et segments de la société qui soutiennent le gouvernement, d'autre part.

Surpris par la violence de cette lutte sans merci, certains observateurs essayent toutefois de l'expliquer autrement. Ainsi, Halal Celal Güzel, qui écrit régulièrement dans le quotidien libéral « Radikal » (appartenant au groupe Doğan), explique qu'en réalité Aydın Doğan, qui a un profil de « musulman anatolien » et qui a eu longtemps de bonnes relations avec Tayyip Erdoğan, n'a pas de conflit majeur d'intérêts avec ce dernier. Pour Halal Celal Güzel, ce récent conflit viendrait du fait que les journaux du groupe Doğan sont aux mains d'une génération de gauchistes soixante-huitards qui prennent en permanence des positions positivistes et laïcistes, à l'encontre de la politique gouvernementale. Pour lui, ce n'est donc pas le « déballage » l'affaire « Deniz Feneri », révélée déjà depuis plus de plus d'un an, qui expliquerait la récente charge d'Erdoğan contre les médias du groupe Doğan, mais l'attitude systématiquement négative à l'égard de l'AKP, de grands quotidiens comme Posta, Hürriyet, Milliyet... Rappelant notamment que de tels journaux ont soutenu l'année dernière le quorum des 367 députés (nos éditions des 7, 10, 12 avril 2007) qui a entraîné l'annulation du premier tour de l'élection présidentielle, Hasan Celal Güzel conclut qu'on a reproché à Aydın Doğan d'avoir fait de sa presse un docile instrument anti-gouvernemental, alors qu'en réalité, selon lui, il n'interviendrait pas assez sur la ligne éditoriale de ses journaux. Une bien curieuse analyse de ce conflit à laquelle l'hebdomadaire satirique « Penguen » fait écho avec humour, en proposant à la une de sa dernière édition une caricature montrant Tayyip Erdoğan et Aydın Doğan, échangeant force coups de poings et coups de pieds, au-dessus de la légende suivante : « Arrêtez, vous êtes des frères ! »

Sources

Article original publié sur le blog de l'OVIPoT le 13 septembre 2008 sous le titre « [Erdoğan versus Doğan](#) »